

Épreuve commune de contrôle continu

Sciences économiques et sociales

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Cette épreuve comprend deux parties :

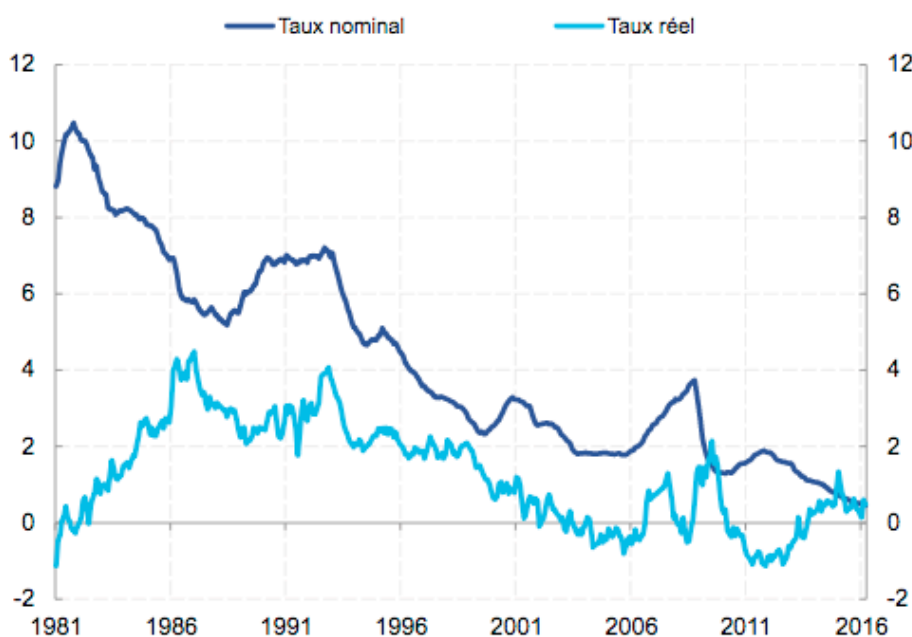
- Première partie (Mobilisation de connaissances et traitement de l'information), il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant les connaissances acquises dans le cadre du programme, en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de collecte et d'exploitation de données quantitatives, et en ayant recours le cas échéant à des résolutions graphiques.

- Seconde partie (Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet en développant un raisonnement de l'ordre d'une page, en exploitant les documents du dossier et en mobilisant ses connaissances.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation de connaissances et traitement de l'information

Document : Taux d'intérêt nominal et réel des dépôts bancaires à court terme dans les pays de la zone euro de 1981 à 2016 (en pourcentage)



Source : Banque centrale européenne.

Questions :

1. Distinguez les notions de taux d'intérêt nominal et taux d'intérêt réel. (4 points)
2. Un agent économique emprunte 1 000 euros sur une durée d'un an à un taux d'intérêt de 4%, calculez le coût du crédit pour l'emprunteur. (2 points)
3. À l'aide des données du document, comparez et interprétez le niveau du taux d'intérêt réel en 1981 avec celui de 2016. (4 points)

Seconde partie : Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire (10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le processus de socialisation se déroule tout au long de la vie.

Document 1 :

Le fait que la socialisation familiale soit à la fois précoce, intense, durable et, pendant un temps plus ou moins long, sans concurrence, explique le poids de l'origine sociale (même lorsqu'elle est grossièrement appréhendée à partir de la catégorie socioprofessionnelle des parents) dans un très grand nombre de comportements ou de préférences étudiés (scolaires, professionnels, culturels, sportifs, alimentaires, esthétiques, etc.). (...)

Même si la nature des cadres socialisateurs "secondaires" investis par les individus dépend en partie des dispositions sociales préalablement constituées au sein de la famille, les recherches menées prouvent qu'on ne peut jamais négliger leur pouvoir propre d'infléchissement ou de modification plus ou moins fort des produits de la socialisation passée, ni même leur capacité à produire de nouvelles dispositions mentales et comportementales chez ceux qui sont amenés, volontairement ou par obligation, à les fréquenter durablement. Cela se vérifie autant à propos des expériences scolaires, des univers professionnels, des réseaux de sociabilité et du cadre de la vie conjugale, que des institutions sportives, religieuses ou politiques. (...) L'étude des cas de grandes ruptures biographiques ou de changements significatifs de rôles sociaux (...) fait clairement apparaître que le travail de socialisation et de resocialisation est un processus continu tout au long de la vie.

Source : Bernard Lahire, *Dans les plis singuliers du social*, La découverte, 2013.

Document 2 : Pratiques culturelles que les enfants âgés de 11 ans consomment ou pratiquent tous les jours selon le sexe pour les enfants d'ouvriers et de cadres (en %)

	Enfants d'ouvriers		Enfants de cadres	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons
Télévision	83	85,5	67,5	72
Écoute de musique	47	30	44,5	23
Radio	35	29,5	39,5	34,5
Lecture de livres	33,5	24	48,5	38,5
Sport	14,5	25,5	12	31
Jeux vidéo	8,5	33	6,5	35
Lecture de bandes dessinées	13	22	14,5	39,5
Lecture de journaux, magazines	16	11	20,5	19,5
Ordinateur	12,5	12	14,5	24
Pratiques artistiques	7,5	4,5	8,5	6,5

Source : DEPS, ministère de la Culture, 2010.

Champ : tous les enfants âgés de 11 ans.

Source : Christine Détrez, « Les pratiques culturelles des adolescents à l'ère du numérique : évolution ou révolution ? », *Revue des politiques sociales et familiales*, n°125, 2017.